

Analyse de l'élection présidentielle des 22 avril et 6 mai 2007.

Par Pascal Perrineau, Directeur du CEVIPOF

LE PREMIER TOUR DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE

Le premier tour de l'élection présidentielle a été marqué par une exceptionnelle mobilisation électorale (83,78% des électeurs sont allés voter), une érosion des protestations électorales diverses (extrême droite, extrême gauche, divers autres petits candidats) et un retour vers les candidats des grands « partis de gouvernement (PS, UMP, UDF), enfin, un faible niveau électoral de la gauche.

1/ Une exceptionnelle mobilisation électorale

Lors du premier tour de la dernière élection présidentielle de 2002, un record d'abstentions à une élection présidentielle avait été atteint (28,4% des électeurs inscrits). Le 22 avril 2007 ce sont seulement 16,2% des électeurs qui ne se sont pas rendus aux urnes. Presque 84% des électeurs se sont déplacés, approchant ainsi le record de participation (84,75%) atteint sous la Vème République en 1965 lors de la première élection du Président de la République au suffrage universel direct qui avait vu la victoire du général de Gaulle.

Cette forte participation marque la fin d'un cycle d'abstentionnisme protestataire qui se développait depuis plus d'une bonne dizaine d'années. Il témoigne également d'une volonté populaire de s'emparer à nouveau de la politique. Cette forte implication ne marque pas la fin de la défiance politique, elle veut dire simplement que les Français sont revenus à la politique telle qu'elle est faite par les trois candidats issus des grands partis (UMP, PS, UDF) et que leur confiance temporairement retrouvée n'est que prêtée à ceux-ci sous « bénéfice d'inventaire ».

2/ Une érosion des protestations électorales

Depuis plus de dix ans, les protestations électorales avaient explosé au point de devenir majoritaires en 2002. En 1995 les cinq candidats de la protestation et de la dispersion (Laguiller, Voynet, de Villiers, Le Pen, Cheminade) représentaient 28,64% des suffrages. En 2002, les 12 candidats qui incarnaient ces mêmes tendances (Gluckstein, Laguiller, Besancenot, Taubira, Chevènement, Mamère, Lepage, Madelin, Boutin, Le Pen, Mégret, Saint-Josse) représentaient 53,75% des suffrages. En 2007, les huit candidats de même acabit (Schivardi, Laguiller, Besancenot, Bové, Voynet, de Villiers, Le Pen, Nihous) ne totalisent plus que 22,6% des suffrages. Les Français qui ont beaucoup utilisé, dans les années récentes, la voie de la protestation (cf. l'ampleur du « non » au Traité constitutionnel européen lors du référendum de mai 2005), en ont peut-être exploré les limites dans la mesure où celle-ci, une fois le mouvement de mauvaise humeur passé, n'a pas beaucoup de « lendemains » concrets. En revenant vers les candidats des « partis de gouvernement », il y a la volonté de tenter de trouver un « débouché de pouvoir » à la défiance et à la protestation.

3/ Un retour vers les candidats des grands partis de gouvernement

A eux trois, les candidats de l'UMP (Nicolas Sarkozy), du PS (Ségolène Royal) et de l'UDF (François Bayrou) rassemblent 75,5% des suffrages, ils n'en attireraient que 42,9% en 2002. Si l'on ne retient que les deux candidats arrivés en tête, ils captent 56,9% des suffrages. En 2002, Chirac et Le Pen n'avaient capitalisé que 36,7%, en 1995 Chirac et Jospin 44,1%, en 1988 Chirac et Jospin 54,1%. La crise de légitimité du monde de la représentation politique semble connaître un coup d'arrêt. Quelque soit le candidat élu ou la candidate élue à l'issue du second tour, sa légitimité électorale sera plus incontestée que dans les élections présidentielles des dix dernières années (1995, 2002).

Avec 31,18% des suffrages, Nicolas Sarkozy réalise un score beaucoup plus élevé que Jacques Chirac (18% en 1981, 19,96% en 1988, 20,84% en 1995, 19,88% en 2002) et renoue presque avec le niveau que Valéry Giscard d'Estaing avait atteint en 1974 (32,6%). Ségolène Royal avec 25,87% est au niveau atteint par François Mitterrand en 1981 (25,85%) et s'éloigne de la faiblesse électorale de Lionel Jospin (23,30% en 1995, 16,18% en 2002). Mais, par rapport au total des voix obtenues en 2002 par Lionel Jospin, Christine

et Jean-Pierre Chevènement (23,83%), la dynamique de Ségolène Royal est en fait assez modeste (+2,04%).

4/ La faiblesse globale de la gauche

Les sept candidats de gauche, toutes tendances confondues, ont rassemblé 36,4% des suffrages. Les quatre candidats de droite (François Bayrou compris) ont attiré 62,4% des suffrages.

Dans la perspective du second tour, Nicolas Sarkozy était donc beaucoup mieux placé. Pour la gauche, le différentiel à combler (50,1% - 36,4% = 13,7%) était très important. Certes, tous les candidats de gauche (sauf un) avaient appelé à voter en faveur de Ségolène Royal alors qu'aucun candidat de droite (sauf Philippe de Villiers) ne faisait de même. Cependant, les candidats ne sont pas propriétaires des voix qui se sont portées sur eux. On pouvait ainsi s'attendre à ce qu'une majorité des électeurs de Jean Marie Le Pen (10,5% des suffrages exprimés) se portent sur Nicolas Sarkozy et que ceux de François Bayrou (18,5%) se partagent en deux et permettent ainsi à la candidate de la gauche de faire sensiblement mieux que le total des voix de gauche.

Pour cela, la gauche a mis en place une stratégie où elle a cherché à entraîner un rejet du candidat de l'UMP. Il n'est pas certain que cette stratégie du « rejet » et du « soupçon » jeté sur Nicolas Sarkozy, ait été couronnée de succès. Les électeurs, dans l'entre-deux tours, étaient davantage à la recherche d'un débat sur le fond, projet contre projet, et d'une information leur permettant de se prononcer sur la « capacité présidentielle » des deux candidats restés en lice

LE SECOND TOUR DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE.

Avec presque 19 millions d'électeurs soit une majorité large de 53,1% des suffrages exprimés, Nicolas Sarkozy a remporté une victoire qui le place parmi les Présidents de droite les mieux élus, à l'issue d'un duel avec la gauche, sous la Vème République : seul le général de Gaulle avait fait mieux, en 1965, lors de la première élection présidentielle de la Vème République (55,2% des suffrages exprimés). Nicolas Sarkozy est « mieux » élu que Jacques Chirac en 1995 (52,6%) et

Valéry Giscard d'Estaing en 1974 (50,8%). La forte participation (84% des électeurs inscrits) renforce la solidité de sa majorité présidentielle et lui donne une forte légitimité. Il devance de plus de 2 millions de voix la candidate de la gauche.

1/ Pourquoi cette victoire ?

. Le projet de Nicolas Sarkozy a été construit à partir d'une analyse d'une société française inquiète, s'interrogeant sur sa place dans un monde ouvert (Europe, globalisation) et souffrant de la perte de repères forts à la fois au plan politique et social.

. A partir de ce constat, le candidat de la droite a construit un projet politique articulé autour des valeurs d'autorité, de morale, d'identité nationale, de respect, de travail et de mérite. Il a porté ce projet avec énergie, constance et en s'émancipant assez souvent du « politiquement correct ». En cela, il a rompu avec une période « mitterrand-chiracienne » qui avait empêché que certains thèmes qui « fâchent » (maîtrise de l'immigration, pouvoir des délinquants dans certains quartiers, délitement de l'autorité...) soient mis au cœur de l'agenda politique.

. Le style de Nicolas Sarkozy fondé sur l'énergie, le souci du « faire », la parole forte et éventuellement un peu iconoclaste, le souci de « rupture » avec le style de la politique sous François Mitterrand et Jacques Chirac, a convaincu une majorité d'électeurs.

. Parti d'une référence à une « droite sans complexes », Nicolas Sarkozy a ajouté dans sa campagne des thèmes du Panthéon national (patrie, nation) et aussi de la gauche (travail, mérite républicain). Cette volonté de dépasser les lignes de clivage politique est sensible dans son discours du soir du second tour où il a précisé que la stratégie de changement devait se faire avec tous les Français et impliquer une ouverture dans la composition du gouvernement vers les partenaires centristes (UDF) et même une partie de la gauche. La formation du gouvernement dirigé par François Fillon marque la concrétisation de cette stratégie.

. La construction de la victoire électorale s'est faite grâce à la très bonne discipline, du premier au second tour, des électeurs de l'UMP mais aussi au report de la moitié des électeurs centristes de François Bayrou et de 60% des électeurs de Jean Marie Le Pen. Nicolas Sarkozy a fait l'union de toutes les sensibilités de droite autour de son nom et y ajouté la captation de la moitié de l'électorat centriste.

. Ce succès de Nicolas Sarkozy est aussi le reflet de l'échec de la gauche et de sa candidate, Ségolène Royal.

2/ L'échec de Ségolène Royal

Avec 46,9% des suffrages, la candidate du Parti socialiste fait un des plus mauvais scores de la gauche dans un second tour d'élection présidentielle sous la Vème République : seul François Mitterrand contre le général de Gaulle en 1965 avait fait moins (44,8%). Lionel Jospin, battu par Jacques Chirac en 1995, avait fait mieux (47,4%), François Mitterrand, battu par Valéry Giscard d'Estaing en 1974, également (49,2%).

. Ségolène Royal après sa bonne prestation dans la campagne interne du Parti socialiste, fin 2006, pour s'imposer à ses rivaux socialistes (Laurent Fabius et Dominique Strauss Kahn), a fait une campagne présidentielle marquée, depuis janvier 2007, par une série de faux pas, particulièrement sur des dossiers de politique étrangère (Liban, Chine, Iran...) qui ont entamé sa « capacité présidentielle ». Toute une partie de l'électorat a douté de sa capacité à exercer de manière satisfaisante la responsabilité de la fonction présidentielle. Dans la vague 1 du Panel électoral français réalisé par le Cevipof (enquête auprès d'un échantillon de 2208 personnes représentatif de l'ensemble du corps électoral, personnes interrogées du 25 avril au 5 mai 2007) 40% seulement des électeurs considèrent que Ségolène Royal « a l'étoffe d'un Président de la République » (ils sont 69% à le faire en ce qui concerne Nicolas Sarkozy).

. La gauche n'a pas, après son grave échec de 2002, tiré les conséquences de celui-ci. L'aggiornamento idéologique, programmatique, stratégique n'a pas été mené à son terme. L'appel à Ségolène Royal a pu sembler relever davantage d'un « renouvellement de façade » que d'un changement de fond sur le plan idéologique (un socialisme moderne et réformiste du type de celui des autres partis sociaux démocrates en Europe), programmatique (un « étatisme » moins prononcé) et stratégique (des alliances politiques ne privilégiant plus le Parti communiste). La candidate a tenté, dans la confusion de la campagne électorale, d'engager cet aggiornamento. Cette tentative n'a pas été considérée comme très convaincante et a pu donner l'impression d'être menée à la hâte, sans grande réflexion si ce n'est tactique.

. Enfin, en axant la campagne sur l'anti-sarkozysme et en cherchant à diaboliser la personne de Nicolas Sarkozy, la gauche a pu donner l'impression qu'elle était à court d'idées.

QUELQUES QUESTIONS RELATIVES A L'ELECTION PRESIDENTIELLE ET A SES CONSEQUENCES

1/ Pourquoi ce rapport de forces favorable à la droite ?

Nicolas Sarkozy, en tant que principal leader de la droite, a épousé le courant de « droitisation » de la société française, sensible particulièrement sur le terrain des valeurs où d'importants secteurs de la population sont en demande de repères forts sur le terrain de l'ordre, de l'autorité, de l'identité nationale et du travail.

Une partie de cette thématique a permis à Nicolas Sarkozy de reconquérir un segment significatif de l'électorat du Front national qui suivait, depuis bientôt un quart de siècle, Jean Marie Le Pen.

Enfin, en cultivant sa différence avec la droite sortante –et en particulier Jacques Chirac et Dominique de Villepin- Nicolas Sarkozy a su apparaître comme un homme nouveau, porteur d'un changement sur le terrain économique et social ainsi que sur le terrain politique. Alors que les Français avaient pris l'habitude, depuis plus de vingt-cinq ans, de « sortir les sortants » (la France a connu six alternances politiques pendant cette période et toutes les majorités sortantes qu'elles soient de droite ou de gauche avaient été battues), 2007 est la première élection, depuis très longtemps où la majorité sortante (aujourd'hui UMP, UDF) a été réélue.

2/ La droite connaît cependant une redéfinition interne qui a un impact sur le jeu politique à gauche.

Depuis de longues décennies, la droite néo-gaulliste (RPR puis UMP) était associée au courant de centre-droit incarné par l'UDF. Depuis quelques mois le président de l'UDF, François Bayrou, a entrepris de mettre fin à cette alliance et de développer une stratégie d'autonomie de l'UDF entre droite et gauche. Il a retrouvé ainsi toute une série d'électeurs centristes tentés par cette « indépendance retrouvée » mais il a aussi attiré à lui des

électeurs socialistes déçus par la personnalité de Ségolène Royal et à la recherche d'un changement de stratégie du Parti socialiste.

Depuis le début des années 1970, celui-ci avait développé une stratégie d'union de la gauche où le PS était associé au Parti communiste et à de petits partis de gauche (Radicaux de gauche, Mouvement républicain et citoyen, Verts). Cette stratégie rejetait tout accord et tout rapprochement avec les centristes et l'UDF. La volonté d'autonomie de François Bayrou a changé la donne. Ségolène Royal, constatant que ses alliés naturels (PC, Verts) étaient inexistantes au plan électoral (1,9% pour la candidate communiste Marie George Buffet ; 1,6% pour la candidate écologiste Dominique Voynet) s'est retournée lors de la campagne de l'entre-deux tours vers l'UDF et François Bayrou. Ce dernier a accepté un débat télévisé (le 28 avril) que Ségolène Royal lui a proposé et celle-ci a fait des offres d'ouverture à l'UDF en cas de victoire de la gauche. Une telle stratégie, élaborée à la hâte et à des fins très électoralistes, implique à terme un changement de cap politique pour le PS et le retour à des alliances de type social-centriste que la France avait déjà connues sous la IVème République (1946-1958). Au fond le succès de François Bayrou a permis d'ouvrir et de déclencher un débat sur la rénovation de la gauche et la modification des alliances politiques du PS pour l'avenir.

3/ La viabilité d'un centre autonome sous la Vème République ?

François Bayrou, au delà de certaines convergences avec la gauche (particulièrement sur le terrain de la démocratie et d'un changement social qui éviterait tout traumatisme), s'oppose à celle-ci sur le terrain économique (particulièrement sur la part à laisser à l'Etat dans l'économie). Le président de l'UDF a, avant tout, un projet personnel d'affirmation d'une famille autonome entre le PS et l'UMP, cela afin de tenter d'exister politiquement dans la perspective de l'élection présidentielle de 2012. Pour cela, il a annoncé la création d'un nouveau « mouvement démocrate » qui comptera ses voix dès les prochaines élections législatives de juin 2007. Le problème qu'il rencontre est que les institutions de la Vème République organisées autour de l'élection du Président de la République, du « fait majoritaire » et du mode de scrutin majoritaire à deux tours, ne sont pas favorables à l'émergence d'une telle force politique indépendante, ne voulant pas s'inscrire dans la bipolarisation entre gauche et droite. La meilleure preuve de cette difficulté est que les

députés de l'UDF (ils étaient 29 dans l'Assemblée nationale sortante) se sont ralliés massivement à Nicolas Sarkozy pour le second tour, se rendant compte que leur réélection lors des prochaines élections législatives dépend non seulement des électeurs UDF mais aussi de ceux de l'UMP. Avec peu de députés et un « parti démocrate » relativement affaibli, François Bayrou aura peut-être du mal à « exister politiquement » pendant le prochain quinquennat.

Comme on peut le voir, cette élection présidentielle a un impact sur le renouvellement de la vie politique française : affirmation d'une droite sarkozyste en rupture relative avec la droite chiraquienne, tentative d'affirmation d'un centre autonome avec la création d'un « mouvement démocrate », possible inflexion de la stratégie du PS dans les années qui viennent... Cette élection marque une véritable rupture dans la vie politique française : rupture des générations, changement de style, évolution du système des partis et du jeu des alliances, évolution des axes programmatiques.

Pascal Perrineau